



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.:  
GENERALE

E/CN.14/811  
E/CN.14/TPCW.II/27  
27 mars 1981

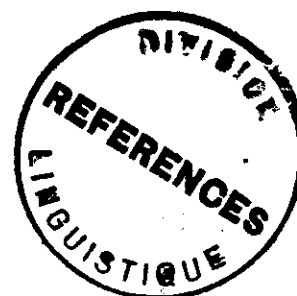
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Deuxième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Freetown (Sierra Leone)  
4 mars - 2 avril 1981

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Seizième session de la Commission/Septième  
réunion de la Conférence des ministres

Freetown (Sierra Leone)  
6 - 11 avril 1981



DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE

Incidences des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale pour les commissions régionales

1. Depuis l'adoption le 20 décembre 1977 de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a présenté à l'Assemblée générale un certain nombre de rapports indiquant les progrès réalisés aussi bien au niveau des gouvernements que du Secrétariat dans la mise en oeuvre de la section IV ainsi que des dispositions connexes figurant dans l'annexe à cette résolution relative aux structures en matière de coopération régionale et inter-régionale. Le dernier de ces rapports présenté lors de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale comme document A/35/546 intitulé "Le développement et la coopération économique internationale : Incidences des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale pour les commissions régionales" a constitué la première tentative faite pour analyser les incidences globales de ces résolutions pour les commissions régionales. Ce document est joint en annexe.
2. Après avoir étudié ce document, l'Assemblée générale a décidé :
  - a) de prendre acte du rapport du Secrétaire général sur les incidences des résolutions 32/197 du 20 décembre 1977 et 33/202 du 29 janvier 1979 de l'Assemblée générale pour les commissions régionales;
  - b) d'approuver les priorités immédiates établies en matière de programmes pour 1981 que les commissions régionales ont approuvées;
  - c) d'inviter les commissions régionales à examiner plus avant, lors de leurs sessions plénières de 1981, les incidences sur leur rôle et leurs fonctions des résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale - à la lumière notamment des observations et recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général, en particulier aux paragraphes 76 à 79 - et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session pour qu'elle prenne les décisions voulues, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, lorsqu'elle examinera le rapport établi par le Secrétaire général en application de la résolution 34/206 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1979.
3. Le présent document a été élaboré pour permettre à la Commission économique pour l'Afrique de répondre plus facilement à l'appel de l'Assemblée générale.
4. Comme les gouvernements des Etats membres le savent, le rôle et les attributions de la CEA découlent du mandat de la Commission. Ce mandat constitue le cadre et la base juridiques des travaux de la Commission et définit ses modalités de fonctionnement. Les dispositions du mandat qui se rapportent tout particulièrement au sujet susmentionné sont reproduites ci-dessous pour servir de cadre aux questions qui seront traitées plus loin. Selon ces dispositions :
  - a) La Commission économique pour l'Afrique devra,
    - i) prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;

- ii) procéder ou faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes et l'évolution d'ordre économique et technologique des territoires d'Afrique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire, et diffuser les résultats de ces enquêtes et études;
  - iii) entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technologique et statistique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire;
  - iv) fournir, dans la limite des moyens dont dispose son secrétariat, les services consultatifs que les pays et territoires de la région pourraient désirer, à la condition que ces services ne fassent pas double emploi avec ceux que fournissent d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées;
  - v) aider le Conseil, sur sa demande, à s'acquitter de ses fonctions dans la région, en ce qui concerne tous les problèmes économiques, y compris ceux qui ont trait à l'assistance technique;
  - vi) aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région;
  - vii) dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.
- b) La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée et avec l'approbation du Conseil économique et social, constituer les organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent;
- c) La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions relevant de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs des autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil économique et social;
- d) La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi. La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale;
- e) Le siège de la Commission et de son secrétariat sera établi en Afrique. Le Conseil économique et social fixera l'emplacement du siège en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La Commission pourra, en temps utile, créer dans la région les bureaux locaux qu'elle jugera nécessaires.

5. Dans l'exercice de ses attributions, la Commission s'est surtout consacrée, au cours de la plus grande partie des 20 premières années de son existence, à rassembler, analyser, évaluer et diffuser les informations et les données de base concernant l'économie des pays africains, parce qu'elle s'est rendue compte directement qu'il y avait une pénurie de données socio-économiques au niveau national comme régional sur lesquelles puissent être fondées des décisions au niveau national. Les besoins dans ce domaine sont évidemment toujours actuels bien qu'ils soient devenus moins importants et moins pressants. La Commission s'est également consacrée, au moyen d'études de recherche, de journées d'étude et de séminaires, à comprendre la nature réelle du processus de développement dans la région et disposer ainsi d'une base pour l'élaboration de politiques coordonnées en tant que moyen de prendre des mesures pratiques pour la promotion du développement économique, social et technique.
6. En ce qui concerne les arrangements institutionnels, la Commission a très tôt reconnu la valeur et l'importance de la coopération et de l'intégration régionales et a joué un rôle de premier plan dans la création de la Banque africaine de développement et de l'Institut de développement économique et de planification. Sur le plan organisationnel, la Commission a créé un certain nombre de bureaux sous-régionaux (transformés par la suite en centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets) pour faciliter la conduite de ses travaux en rapprochant les centres d'opération de ses clients, les Etats membres, et a également créé ses organes directeurs. Elle a également établi des relations avec les institutions spécialisées, ce qui a permis de créer un certain nombre d'organes mixtes.
7. On peut donc, à juste titre, dire que la Commission dans l'exercice de ses attributions a été fidèle à son mandat.
8. En s'en tenant aux lignes d'action susmentionnées, la Commission, cependant, n'est pas restée insensible aux critiques qui préconisaient qu'elle cesse de se consacrer au rassemblement, à l'analyse des données et à la recherche pour aborder des activités plus pratiques. Néanmoins, ce changement d'orientation a été lent à venir en raison, dans une certaine mesure, du manque de ressources financières. Cette orientation nouvelle avait, cependant, commencé à se dessiner au moment où les résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale ont été adoptées.
9. La résolution 32/197 de l'Assemblée générale traite de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies de manière à le rendre plus apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement. La section IV de l'annexe à cette résolution (structures en vue d'une coopération régionale et interrégionale) contient un ensemble de décisions d'ordre politique concernant les commissions régionales. L'effet de ces décisions est d'étendre le rôle des commissions, compte tenu de l'optique particulière que les commissions pourraient avoir du développement socio-économique de leurs régions respectives lorsqu'il y est stipulé notamment que :
- a) les commissions régionales devraient avoir un rôle moteur en même temps qu'elles assumeraient la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional en tenant des réunions périodiques selon les besoins afin d'améliorer la coordination des activités économiques et sociales menées par les organismes des Nations Unies;

- b) les relations entre les commissions régionales et les organismes des Nations Unies devraient être renforcées et il conviendrait d'instaurer une étroite coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement;
- c) les commissions régionales intéressées devraient aider les pays en développement, à la demande des gouvernements intéressés, à identifier des projets et préparer des programmes visant à promouvoir la coopération entre ces pays et elles devraient renforcer et développer la coopération économique entre les pays en développement aux niveaux sous-régional, régional et interrégional;
- d) on devrait prendre des mesures pour permettre aux commissions régionales de jouer rapidement le rôle d'agent d'exécution pour les projets intersectoriels de caractère sous-régional, régional et interrégional (l'Assemblée générale, a depuis, dans sa résolution 33/202, décidé que les commissions régionales devraient avoir le statut d'agent d'exécution à part entière);
- e) les commissions régionales devraient fournir aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies chargés d'élaborer une politique globale les matériaux nécessaires à cette fin et participer pleinement à l'application des décisions ayant trait à la politique et aux programmes arrêtés par ces organes, en ce qui les concerne;
- f) les commissions régionales devraient renforcer et, le cas échéant, élargir les systèmes existants pour l'échange continu de renseignements et de données d'expérience, comme moyen de promouvoir une coopération interrégionale plus efficace; et
- g) les commissions régionales devraient rationaliser leurs structures, notamment en regroupant ou en supprimant des organes subsidiaires.

10. Vu le rôle très actif que les Etats membres ont joué dans les travaux de leur commission et compte tenu des délibérations qu'ils ont eues et des décisions qu'ils ont adoptées au cours des trois dernières années qui ont suivi l'adoption de la résolution 32/197, on peut dire qu'ils sont très conscients de ce que la Commission, en tant qu'organe directeur et secrétaire, a fait pour appliquer les décisions politiques déjà citées de l'Assemblée générale. Il n'est donc pas réellement nécessaire de les énumérer ici, néanmoins, il conviendrait pour plusieurs raisons de mentionner le Plan d'action de Lagos.

11. En premier lieu, le Plan d'action de Lagos est peut-être l'illustration parfaite de ce qu'une commission a apporté au processus de décision au niveau mondial puisqu'il a influencé la nouvelle Stratégie internationale de développement tout en étant à son tour influencé par certaines stratégies mondiales. De ce point de vue, il souligne également les relations pratiques existant aussi bien entre la Commission et l'Assemblée générale qu'entre la Commission et le Conseil économique et social. En fait, le Plan d'action de Lagos est connu sur le plan international grâce aux efforts remarquables du groupe africain à l'ONU et a été souvent cité dans un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale concernant le développement social et économique de l'Afrique dont

les plus importantes sont la résolution 35/64 sur les mesures spéciales à prendre pour le développement social et économique de l'Afrique durant les années 80; la résolution 35/66 proclamant une Décennie du développement industriel pour l'Afrique et la résolution 35/69 sur la situation alimentaire et agricole en Afrique. En deuxième lieu, pour élaborer le Plan d'action de Lagos, il a fallu une collaboration et une coopération exceptionnelles entre les divers membres de la famille des Nations Unies, la Commission économique pour l'Afrique assumant le rôle principal en ce qui concerne le cadre conceptuel et l'élaboration. En troisième lieu, les mécanismes institutionnels de la Commission ont été utilisés intégralement puisque le plan a été passé en revue au sein des divers organes de la Commission, depuis le moment où il n'était qu'un cadre de principes pour la mise en oeuvre du nouvel ordre économique international, jusqu'au moment où il est devenu la Stratégie de Monrovia et avant de prendre sa forme finale; il a en outre été élaboré lors des diverses conférences sectorielles et spéciales aux niveaux des experts et des ministres. Dans une très grande mesure, le Plan d'action de Lagos traduit donc la conception de l'Assemblée générale du rôle accru confié aux commissions régionales par les résolutions 32/197 et 33/202 en ce qui concerne les relations et l'interaction parmi les différents organismes du système des Nations Unies.

12. La fourniture d'une assistance aux Etats membres pour mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos, constituera la tâche essentielle de la Commission au cours des prochaines années et permettra également d'évaluer tous les aspects qu'implique ce rôle accru; le rôle moteur de la Commission, la coordination et la coopération à l'échelon régional parmi les organismes du système des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement notamment, en vue d'arriver à une répartition rationnelle des tâches et des responsabilités et d'élaborer des programmes globaux qui éviteront le double emploi et renforceront les complémentarités; il s'agira aussi de fournir une assistance aux gouvernements pour identifier des projets, mobiliser des fonds sur le plan international et exécuter les projets, et d'assurer une large utilisation des mécanismes institutionnels de la Commission en ce qui concerne la poursuite de l'organisation commune de réunions ou de consultations préalables régionales avec les institutions en ce qui concerne l'ordre du jour et le lieu des réunions ainsi que l'organisation de consultations intergouvernementales à l'échelon mondial susceptibles d'avoir des conséquences directes pour le développement social, économique et technique de l'Afrique, notamment des conférences spéciales organisées ou parrainées soit par l'Assemblée générale soit par le Conseil économique et social.

13. Il resterait peut-être à dire, bien que cela puisse être déduit naturellement de ce qui précède, que la Commission économique pour l'Afrique n'a eu aucune difficulté à comprendre et à interpréter les décisions politiques claires de l'Assemblée générale et qu'elle s'est empressée résolument de mettre en oeuvre ces décisions. Il y a eu des domaines qui ont posé des problèmes mais c'est parce que certains Etats n'ont pas compris le rôle nouveau confié aux commissions régionales et ont eu des difficultés à se conformer sur le plan de la coopération aux vœux de l'Assemblée générale. Il faudra du temps pour que ces Etats acceptent cette nouvelle orientation.

14. Il reste donc évidemment beaucoup à faire en ce qui concerne l'obtention des ressources financières et des compétences nécessaires qui, toutes deux ne sont pas très abondantes. Les estimations en ce qui concerne le personnel supplémentaire et les autres coûts nécessaires pour permettre à la Commission d'appliquer intégralement et efficacement les résolutions 32/197 et 33/202 se montent actuellement à 3 000 000 de dollars des Etats-Unis par an.